

GROUPE DU PORTE-PAROLE
SPRECHERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

**NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO**

NO ENGLISH

Bruxelles, mai 1972.

**LA CAPACITÉ CONCURRENTIELLE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE;
RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL PRÉSIDÉ PAR M. PIERRE URI**

Le 25 juin 1968, la Commission avait confié à un groupe présidé par M. Pierre Uri et composé de MM. F. Bobba, W. Langer et J.W. de Pous, (1) l'élaboration d'une étude sur la capacité concurrentielle de la Communauté. Le contenu du rapport établi par le groupe a fait l'objet d'un accord unanime de ses membres qui espèrent que les analyses et les conclusions présentées pourront contribuer à identifier les problèmes et éclaircir les politiques que la Communauté devra définir dans la phase nouvelle de son développement.

- 1) Membres :
- | | | |
|-------------------|---|---|
| M. Franco BOBBA | - | Vice-Président et Administrateur-Délégué de la S.A.I.
Administrateur de l'I.F.I. Turin
Ancien Directeur Général des Affaires Economiques et Financières de la CEE |
| M. Wolfram LANGER | - | Président de la Deutsche Pfandbriefanstalt
Ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques |
| M. J.W. de POUS | - | Président du Comité Economique et Social des Pays-Bas |

LE RAPPORT SUR LA CAPACITE CONCURRENTIELLE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Quand cet immense travail a commencé, il n'était bruit que du défi américain et de l'écart technologique. Il s'achève après la dévaluation du dollar, la montée irrésistible du Japon, l'élargissement de la Communauté qui devient de loin la plus grande puissance commerciale du monde.

Alors où en est-on ? Il faut raisonner sur plus longue période, comparer partout les éléments de force et de faiblesse.

La capacité concurrentielle, ce n'est pas seulement l'équilibre des comptes extérieurs ou le développement des exportations. Il faut savoir à quelles conditions : le plein emploi et non la déflation, la croissance et non la stagnation, la capacité de figurer dans les secteurs de pointe aussi bien que de faire place aux productions des pays pauvres. Et surtout, au rebours de ce qu'on imagine trop souvent, une industrie ne peut plus être concurrentielle au détriment de sa main-d'oeuvre. Elle ne l'est que si elle démontre sa capacité de payer des salaires élevés.

Il n'y a donc pas de réponse simple à cette interrogation fondamentale. L'étude ne procède pas secteur par secteur. Elle reprend l'un après l'autre tous les éléments de caractère général qui déterminent la production, les structures, les coûts, les échanges. Ainsi elle n'est pas seulement un instrument d'observation mais d'action. Elle comporte une remise en question des chiffres, une recherche de tout ce qu'il serait essentiel de savoir et qui n'est pas généralement connu, elle propose chaque fois des politiques. Veut-on des exemples : on discute sur la productivité, mais on ignore le total des heures travaillées dans l'année; on raisonne sur la part de l'exportation dans le produit national, en oubliant son contenu d'importation; on fait grand bruit des termes de l'échange réputés défavorables aux pays en développement, mais les indices valables n'existent pas sur les prix d'importation et d'exportation.

Voici quelques-uns des points qui émergent.

La première partie est consacrée aux ressources. Dans la main-d'oeuvre, plus généralement dans la population active, n'est-il pas important de trouver plus de souplesse du côté du travail à temps partiel, et l'éducation, son orientation, l'égalité de l'accès aux études sont une préoccupation essentielle.

L'efficacité de l'investissement ne repose pas seulement sur sa part dans le produit national : il serait plus important encore de veiller à ce que le coût des équipements, et plus particulièrement celui de la construction, s'abaisse par rapport aux autres prix, que la durée annuelle d'utilisation des matériels ne comporte pas de gâchage.

Les approvisionnements de base en matières premières et en énergie s'obtiennent de plus en plus aux mêmes prix; l'incidence dans les coûts totaux est décroissante, mais ils peuvent constituer brusquement, ou peut-être dans un avenir éloigné, le goulot d'étranglement. Dans les infra-structures, les différences sont majeures dans les conditions du logement, celles de l'urbanisation et des transports.

..//..

La recherche et l'innovation sont si importantes qu'elles devraient être considérées comme un facteur autonome de production. A l'Europe de développer une politique conjointe, originale par rapport aux orientations américaines, tournées vers les problèmes humains plus que la répétition de ce qui a été trouvé ailleurs.

La deuxième partie, sur les structures, analyse les écarts entre régions, entre secteurs, entre entreprises. On parle toujours des charges que supportent les affaires : la véritable charge, ce sont les entreprises inefficaces, les secteurs à la traîne ou lourdement subventionnés. Ce thème des disparités se retrouve quant au niveau des salaires, au taux d'investissement, à la capacité d'exportation et même au paiement des impôts. L'agriculture fait l'objet d'une étude approfondie et de propositions d'une politique agricole plus propre à relever les revenus des moins favorisés tout en facilitant les changements de structure.

Toutes les informations sans preuve sur la concentration croissante sont passées au crible, pour aboutir à montrer les chances des petites et moyennes entreprises à la condition qu'elles se spécialisent et que disparaisse l'espèce de dualisme à l'intérieur de nos économies.

La troisième partie, sur les coûts, reprend d'abord de fond en comble la comparaison des salaires. Les chiffres ordinaires portent sur les salaires directs, mais il y a à un bout le coût de la main-d'oeuvre, y compris les charges sociales, à l'autre le revenu disponible des salariés après qu'ils ont payé des impôts mais reçu des prestations. Le rapport de ces différents termes varie fondamentalement suivant les pays. Par delà, il faut retrouver le salaire réel à travers des comparaisons valables de prix. Il faut aussi découvrir les dispersions : on met souvent l'accent sur les différences dans la hiérarchie des rémunérations, mais le trait le plus frappant, c'est l'écart qui peut aller de un à trois suivant les branches d'activité. En fin de compte, les mouvements généraux de salaires peuvent créer des déséquilibres temporaires, mais la structure des rémunérations conduit à des distorsions durables.

Quant aux capitaux, les taux d'intérêt tendent à s'égaliser, la différence entre pays est bien plutôt dans l'accès à ces ressources, qui ou bien maintient les situations acquises ou facilite la création et la croissance de nouveaux venus.

Les finances publiques représentent partout des parts très voisines des ressources, mais avec une orientation des dépenses, plus encore une structure des impôts qui frappent par leur diversité. On suggère ce qui serait essentiel pour une politique rationnelle : une connaissance d'ensemble des transferts qu'opèrent les finances publiques, d'activité à activité, de type d'entreprise à type d'entreprise, entre les catégories sociales, entre les niveaux de revenu; et pas seulement à travers les impôts ou les subventions, mais par les bénéficiaires très inégaux qui se tirent des services publics.

La quatrième partie traite d'abord des balances des paiements dans leur ensemble, de leur structure, de leurs retournements. On propose une politique dépassionnée à l'égard des sociétés multinationales, en évitant les discriminations aussi bien en leur faveur qu'à leur encontre, et les moyens d'en tirer le plus grand avantage tout en affirmant la primauté du pays d'accueil sur le pays d'origine.

Quant aux échanges, on est frappé du rétrécissement de la gamme des industries où les Etats-Unis conservent leur marché, essentiellement quelques secteurs où ils disposent encore de monopoles; on explique une part des difficultés britanniques par une orientation géographique de l'exportation moins favorable que celle des Six, de sorte que l'entrée dans le Marché Commun est déjà une réponse; on découvre une certaine précarité dans la composition des exportations françaises, surtout dans les industries mécaniques. On s'étonne du petit nombre d'entreprises qui exportent, et qui réussissent d'autant mieux qu'elles se spécialisent et qu'elles accroissent leurs achats à l'importation ou à d'autres branches. On découvre que des taux de protection apparemment bas peuvent dans la réalité être considérables : ils font obstacle aux changements de structure qui permettraient à la main-d'oeuvre de se concentrer dans les branches capables de lui assurer la rémunération la plus élevée.

La conclusion dégage l'ensemble des conditions d'une union économique et monétaire qui évitera des ruptures dans les mouvements de prix. Elle ne va pas sans un large budget commun, donc une fiscalité originale, et finalement une conception toute nouvelle d'une politique des revenus qui à force d'éducation, d'aménagement régional, de reconversion, réduira les inégalités. Elle propose aussi une nouvelle politique de la concurrence qui, au lieu de protections stérilisantes, reposerait sur la correction des distorsions pour arriver à la meilleure utilisation internationale des ressources; et qui, par ailleurs, appellera des actions coordonnées de tous pour la sauvegarde de l'environnement.